

RAPPORT N° 2025/3-35
au Bureau de la Communauté
en séance du Jeudi 26 juin 2025

OBJET : Mise en place d'une maison de projet dans le cadre de la préfiguration du futur pôle culturel sur le site de l'ancienne usine de Quartier-Français – Signature d'une convention tripartite entre la CINOR, la SEMAC et l'Association Comité Citoyen de Sainte-Suzanne

Référence au projet politique : Orientation 2 / Axe 6 / Engagement 14

L'objet du présent rapport s'inscrit en référence au projet politique de la mandature comme suit :

- **Orientation 2 :** « favoriser le développement équilibré du territoire intercommunal » ;
- **Axe 6 :** « s'orienter vers un développement humain ambitieux » ;
- **Engagement 14 :** « engager la CINOR vers une politique culturelle novatrice et structurée ».

La CINOR s'est engagée vers la construction d'un pôle éco-culturel sur les friches de l'ancienne usine de Quartier Français à Sainte-Suzanne, sur un site de 5200 m², à haute valeur historique et patrimoniale (cheminée et terrain d'assiette inscrits).

Dans le cadre de ce projet de reconversion des friches industrielles de l'ancienne usine de Quartier-Français, la collectivité souhaite engager une phase de **préfiguration** active. Cette phase a pour but de créer une dynamique dès le mois d'août 2025 autour du site, en amont des travaux de transformation, jusqu'à la livraison des bâtiments définitifs.

Cette phase de préfiguration s'articulera autour :

- D'un aménagement transitoire des abords du site, pensé et réalisé dans une logique de co-conception et de coréalisation avec les usagers(ères) du quartier.
- D'un programme d'animations, d'ateliers, de résidences et d'événements participatifs, coconstruits avec les habitants(es), les associations et les acteurs(rices)culturels du territoire ;

Pour soutenir ce programme, il est proposé d'implanter une **maison de projet**, espace ressource et lieu de coordination de l'ensemble des actions menées en amont de l'ouverture du futur tiers-lieu culturel. Ce lieu servira également de vitrine du projet et d'outil de médiation auprès du public.

Le local identifié pour accueillir la maison de projet est situé en rez-de-chaussée d'un immeuble appartenant à la SEMAC, à proximité immédiate du futur site du pôle culturel. Ce local est aujourd'hui occupé par l'association Comité Citoyen de Sainte-Suzanne, engagée de longue date dans des démarches participatives dans le quartier. Cette association continuera à intervenir dans le lieu, en lien avec la dynamique de préfiguration.

Il est donc proposé de formaliser les conditions de mise à disposition et de fonctionnement de ce lieu via une **convention tripartite** entre :

- La **CINOR**, initiatrice du projet de pôle culturel,
- La **SEMAC**, propriétaire du local,
- L'Association **Comité Citoyen de Sainte-Suzanne**, utilisatrice actuelle du lieu et partenaire des actions à venir.

La convention précisera notamment :

- Les modalités de mise à disposition du local,
- La répartition des charges et responsabilités,
- Les usages et activités prévues dans le cadre de la maison de projet,
- Les engagements des parties sur la période 2025-2026.

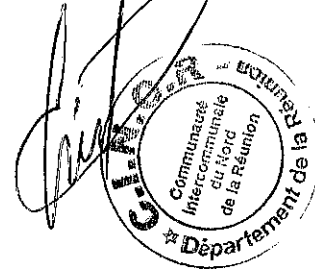
Cette maison de projet constitue un outil clé dans la stratégie d'activation du site et de mobilisation des habitants(es) autour du futur pôle culturel. Elle incarne la volonté de faire de ce projet un véritable tiers-lieu culturel de proximité, ancré dans son territoire, ouvert et coconstruit.

Par conséquent, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver la convention tripartite jointe en annexe ;
- M'autoriser à signer ladite convention.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N° 2025/3-35
du Bureau de la Communauté
en séance du 26 juin 2025**

OBJET : Mise en place d'une maison de projet dans le cadre de la préfiguration du futur pôle culturel sur le site de l'ancienne usine de Quartier-Français – Signature d'une convention tripartite entre la CINOR, la SEMAC et l'Association Comité Citoyen de Sainte-Suzanne

Référence au projet politique :

Orientation 2 : « Bâtir le développement équilibré et solidaire du territoire »

Axe 6 : « S'orienter vers un développement humain ambitieux »

Engagement 17 : « Promouvoir et encourager le bien-être et la santé »

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE
LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le rapport n° 2025/3-35 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20250626-BC2025-3-35-DE
Date de télétransmission : 09/07/2025
Date de réception préfecture : 09/07/2025

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver la convention tripartite, jointe en annexe.

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer ladite convention.

Nombre de votants : 13
Suffrages exprimés : 13
Vote pour : 13
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

08 JUL 2025

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**

